



## Lettre d'Information N°1

Le Forum pour l'évaluation des performances des IMF africaines a pour objectif de développer le marché des évaluations de performance externes (Notation / Rating) des IMF africaines afin de favoriser leur croissance, leur développement et leur professionnalisation.

Le Forum a été créé en 2003 et ses membres fondateurs regroupent les premières IMF en Afrique qui se sont fait évaluer ainsi que les agences de notation et d'évaluation qui opèrent sur le continent. Actuellement le Forum est présidé par Kimanthi MUTUA de K-REP – Kenya et coordonné par ADA – Luxembourg. Pour plus d'informations, contactez Luc Vandeweerd, [luc.ada@microfinance.lu](mailto:luc.ada@microfinance.lu)

Nouvelles de Planet Rating	1
Nouvelles de Microrate	3
Nouvelles de Microfinanza	5
Nouvelles du Rating Fund	7
Nouvelles du Forum	8

### Nouvelles de Planet Rating ([www.planetrating.com](http://www.planetrating.com))

#### Ratings réalisés en 2006

Rating	: 13
Mises à jour	: 03
Mini rating institutionnel	: 08
Rating social	: 06

- En 2006, Planet Rating a mis en place son bureau régional pour l'Afrique de l'Est basé en Ouganda. Ce bureau, avec trois analystes, sera en charge de la réalisation de mini ratings de petites IMF non régulées en Ouganda et de ratings GIRAFE dans toute la sous-région. Les mini-ratings seront réalisés avec le cofinancement du Rating Fund Ougandais, qui réunit plusieurs bailleurs de fonds et qui est géré par le projet SUFFICE de l'Union Européenne.
- Planet Rating a réalisé des sessions de formation à la méthode GIRAFE (Maroc, Ghana, Kenya) et a participé aux événements et conférences majeurs qui se sont déroulés en Afrique en 2006 : Technofoire et Conférence des Nations Unies sur l'inclusion financière en Afrique à Dakar, Semaine Congolaise de la microfinance à Brazzaville, Atelier Terrafina au Mali, Conférence AFMIN à Addis Abeba et Forum Africain sur l'évaluation des performances des IMF à Marrakech.

#### Tendances du Marché

- Le nombre d'évaluations non cofinancées a progressé : 10 ratings sur 13, 1 mise à jour sur 3 et 4 mini ratings sur 9. Cette évolution ne reflète pas une prise en charge des évaluations par les IMF mais par les bailleurs de fonds.
- Parallèlement à une utilisation moins systématique du Rating Fund, on a assisté à une diffusion moins large des rapports. Par exemple, parmi les neuf évaluations non cofinancées au Mali, seules quatre institutions ont accepté à ce jour la diffusion de leurs rapports.

- Le mini rating, malgré les espoirs qu'il a créé lors de son lancement, se développe peu sous cofinancement du Rating Fund. Le Rating Fund ne cofinçant que 50% du coût de la mission, il laisse un financement sur fonds propres parfois trop important pour des petites institutions parfois insolvables. En revanche, le cofinancement des mini-ratings par le Rating Fund Ougandais affiche un succès important, avec déjà six mini ratings cofinancés et au moins 25 programmés pour 2007. Un cofinancement de 85% et plafonné à 3 500 USD rend le coût des missions plus accessible.
- Planet Rating n'a réalisé aucun Rating Conjoint en 2006 en Afrique, en raison d'un manque d'intérêt pour la microfinance de la part des agences de notation classiques.

## Tendances des Evaluations

- Dans l'ensemble, les évaluations reflètent encore des faiblesses importantes des IMF, notamment dans la qualité des systèmes d'information, l'efficacité des structures de gouvernance et l'accès aux financements commerciaux.
- Une grande partie des IMF évaluées, notamment en Afrique de l'Ouest, sont en cours de changement de système d'information ou prévoient de le faire dans les prochains mois.
- Parmi les IMF qui ont fait l'objet d'une mise à jour, on constate une amélioration légère des notes comparées à celles obtenues lors du rating précédent.

## Structures de Financement des IMF africaines évaluées par Planet Rating

- Les coopératives ouest-africaines continuent de se financer principalement par l'épargne de leurs membres. Les banques locales octroient des lignes de refinancement mais souvent avec des conditions trop strictes, en particulier en termes de maturité. Les principaux financements commerciaux obtenus proviennent de fonds d'investissements internationaux et ne sont dirigés qu'aux institutions les plus réputées.
- Les institutions non régulées en Ouganda (Coopératives d'épargne et de Crédit, appelées aussi SACCO, et ONG) se financent avec l'épargne de leurs membres ou les donations de bailleurs de fonds intéressés par le soutien de la microfinance en milieu rural. Ces institutions sont pour la plupart déficitaires, de sorte qu'elles pourraient difficilement faire face à des prêts commerciaux.

## Certains financements obtenus par nos clients

- ACEP Sénégal devrait couvrir son besoin de financement d'ici 2009 grâce à un concours de la KfW pour un montant de 2 623 M FCFA (4 M EUR), notamment suite au lancement de son nouveau crédit PME destiné aux clients à besoin de financement important.
- Le CRG-Guinée a eu accès à une ligne de financement de 2,3 MM GNF (322 000 EUR) auprès de la BICIGUI grâce à la garantie à hauteur de 75% proposée par l'AFD par l'intermédiaire de sa filiale PROPARCO.
- Les CVECA ON-Mali sont en négociation avec le consortium de bailleurs de fonds néerlandais TERRAFINA pour une prise en charge du financement de leur plan stratégique actualisé. Leur Plan Moyen Terme (PMT) 2004-2007 prévoyait un budget d'investissement et de fonctionnement de 268,7 M FCFA (410 000 EUR).

## A suivre dans les prochains mois

- Le secteur béninois de la microfinance continue d'afficher une détérioration préoccupante de la qualité du portefeuille, comme en témoigne un portefeuille à risque moyen de 7,5% en mars 2006 alors qu'il était de 6% fin 2005. Ce taux est supérieur à 10% pour les principales IMF du pays. La saturation du marché (taux de pénétration estimé à 95% par la BCEAO en mars 2006) et la mauvaise santé économique du pays contribuent à expliquer cette contreperformance.
- L'arrivée et le renforcement des activités de certains investisseurs (Blue Orchard, OikoCredit, Afri-Cap, LFS, ProCredit, Triple Jump, Citigroup) sont représentatifs d'une commercialisation croissante de la microfinance dans le continent. Toutefois, l'Afrique continue d'attirer moins de 7% des financements internationaux dédiés à la microfinance.
- Certains bailleurs de fonds font preuve d'un intérêt particulier pour le renforcement institutionnel du secteur. Tel est le cas de Terrafina (consortium de bailleurs de fonds néerlandais) et de Triodos. Ces bailleurs attachent une importance particulière à la performance sociale des IMF, notamment en milieu rural.
- Le processus de transformation des IMF se poursuit, y compris en Afrique de l'Ouest, où des coopératives ou des programmes adoptent des statuts d'entreprises commerciales sous la forme de SA et de SARL (cas de CAURIE Microfinance au Sénégal).
- La réforme tant attendue de la loi PARMEC, prévue pour 2007, devrait permettre de pallier certaines insuffisances notées dans la réglementation du secteur dans la zone UMOA. Les IMF de la zone CEMAC continuent leur mise en conformité avec la nouvelle loi BEAC sur la microfinance publiée en avril 2005.  
(Les IMF disposaient de 3 ans pour se mettre en conformité avec les nouvelles normes édictées)
- La loi sur la microfinance en Ouganda, mise en place en 2004, a permis une professionnalisation rapide du secteur et un accès à l'épargne pour les institutions régulées.

## Nouvelles de Microrate ([www.microrate.com](http://www.microrate.com))

### Ratings réalisés en 2006

- 9 Ratings
  - 4 Mises à jour
  - 1 Notation du risque crédit
- Soit 14 réalisations en 2006

MicroRate continue à poursuivre son développement en Afrique francophone avec la réalisation de quatre nouveaux ratings au Maroc et un au Cameroun. Pour la première fois, le nombre de réalisations en Afrique de l'Ouest et dans la zone MENA a représenté plus de 50 % du total des missions d'évaluation en Afrique. Microrate évalue aujourd'hui les 3 plus grandes IMF du Maroc (y compris Zakoura en 2007). La distinction entre première évaluation et mise à jour est également en train de s'estomper puisque le nombre de rapports mis à jour est identique au nombre de premier rapport.

Alors que la plupart des IMF se repose largement sur les banques locales et les investisseurs internationaux (Blue Orchard, BEI, Triodos etc.), quelques unes ont accès au marché des capitaux comme source alternative de financement à moindre coût. Ceci s'est déjà avéré au Kenya et au Maroc. En 2005, Faulu Kenya a réussi sa première émission de titres obligataires. Les IMF marocaines veulent faire de même. L'émission d'obligations est un phénomène en pleine expansion en Amérique Latine et il semble qu'à ce niveau, l'Afrique est en train de rattraper son retard rapidement. MicroRate anticipe dès lors une forte expansion au niveau de la demande de notation du risque crédit commercial.

MicroRate y a répondu en conduisant sa première notation du risque crédit en novembre 2006. L'évaluation menée a permis de dégager de précieuses informations quant à la différence entre évaluation de performance et notation du risque crédit. Les évaluations de performance de MicroRate se penchent sur la question : Quel est le niveau d'excellence en microfinance de l'institution ? Comment se situe-t-elle par rapport à d'autres IMF ? Quelle est son efficacité dans l'utilisation des ressources ? Si les performances financières bien entendu jouent un rôle important pour apporter des réponses à ces questions, elles ne constituent tout compte fait qu'une seule voie et il existe d'autres facteurs qu'il faut prendre en compte également.

Se concentrer sur l'évaluation du risque crédit est une démarche plus étroite : Quelle est la probabilité qu'une institution fasse défaut à ses obligations financières ? MicroRate croit que les ratings en microfinance vont désormais mixer les 2 approches. Une approche purement commerciale de recherche de fonds a besoin d'une notation du risque crédit. Mais beaucoup de financeurs d'IMF ne se préoccupent pas uniquement de l'aspect financier, ils recherchent également un objectif de développement. Pour de tels «investisseurs socialement responsables», le spectre plus large des questions auxquelles répond une évaluation de performances reste nécessaire et important.

## Tendances de la Demande

2007 a démarré avec une résurgence de la demande provenant des IMF d'Afrique de l'Est. La demande au Kenya est particulièrement importante du fait que de plus en plus d'institutions regardent vers le marché des capitaux et d'autres se transforment en institutions réglementées. L'augmentation de la demande en Afrique est sans doute due aussi au fait que le Rating Fund va fermer d'ici la fin de cette année. Malgré l'ouverture d'un Rating Fund local en Ouganda, la demande de ratings provenant des grandes institutions réglementées reste robuste. De nouveaux ratings sont ainsi planifiés en Tanzanie, Ethiopie, Afrique du Sud et au Malawi alors que la demande en Afrique de l'Ouest sera dynamisée par des ratings au Sénégal et au Nigéria. L'activité de mise à jour des ratings au Maroc est aussi planifiée pour 2007.

Un des faits marquants de l'année a été la création d'une alliance globale entre **MicroRate et M-CRIL** – les 2 plus grandes agences de rating au niveau mondial – pour former MicroRating International (MRI). Ces 2 agences pionnières en évaluation de performance des IMF ont ensemble à leur actif aujourd'hui plus de 400 IMF ratées. Ensemble, elles représentent le plus large pool de connaissances et de savoir-faire en évaluation de performances des IMF au niveau mondial couvrant ainsi à elles seules 70 % du marché global des ratings en microfinance. Cette alliance a l'avantage de combiner les forces de M-CRIL et MicroRate dans le but de pouvoir offrir un produit d'évaluation de performance standardisé et d'envergure mondiale allant du Bangladesh et de la Bosnie jusqu'au Bénin et la Bolivie. Il s'agit d'un premier pas vers une fusion des 2 compagnies. En ayant la possibilité de recourir aux analystes de l'une ou de l'autre, M-CRIL et MicroRate ont désormais la capacité de répondre plus rapidement à la demande, même durant les périodes de pique d'activité. La première équipe conjointe d'évaluateurs sera déployée en Afrique durant le 2ème trimestre de 2007.

A la fin 2006, le nombre de rating conduit en Afrique reste limité par rapport à d'autres régions, et bon nombre d'entre eux sont financés directement ou indirectement par des bailleurs de fonds, coopérations internationales, etc.. Cela signifie qu'en l'état actuel, la pérennisation du marché du rating requiert un double effort allant d'une part dans le sens d'une sensibilisation des utilisateurs et bénéficiaires potentiels du service et d'autre part d'un rapprochement des exigences du terrain par une adaptation des services existants.

### Des Utilisateurs différents

Pour accentuer la demande des utilisateurs de services de notation, il est encore nécessaire de promouvoir le concept de notation auprès de la communauté des investisseurs spécialisés et sensibiliser les investisseurs locaux, étant donné que seule une partie d'entre eux utilise le rating pour leurs décisions de façon systématique.

Les bailleurs de fonds, qui constituent encore des acteurs de premier plan dans l'évolution du secteur, devraient devenir des utilisateurs actifs des rapports de notation. En effet, la demande de notation de la part de bailleurs de fonds est encore faible, alors même que le rating constitue un outil complémentaire de suivi et de prise de décision qui peut contribuer à la professionnalisation et à la transparence du secteur ainsi qu'à une meilleure allocation de leurs ressources.

L'introduction du rating comme obligation légale pour les IMF régulées (comme c'est par exemple le cas du Nigeria) va également dans le sens d'un recours élargi au rating. Dans ce cas précis, il y a nécessité d'adapter le produit aux exigences de la réglementation.

### Une Demande segmentée

De l'autre côté, Microfinanza Rating considère que la pérennisation du marché de la notation requiert un ciblage plus large et en même temps plus personnalisé des institutions évaluées et s'est engagé dans ce sens. Ainsi, la prise en compte des IMF de taille petite et moyenne (mutualistes ou non), nous a poussé à différencier l'offre des produits afin d'inclure des services préalables (de diagnostic institutionnel, notation privée, etc.) qui préparent les IMF à accéder au rating public et d'autres services qui peuvent devenir complémentaires (telle que l'évaluation de la performance sociale par exemple). De façon générale, ce qu'un secteur de plus en plus différencié et segmenté requiert est un marché de services d'évaluation plus flexible et qui reconnaisse cette variété.

### Un exemple de l'approche de Microfinanza Rating en Afrique

Exemplaire de l'approche utilisée et de l'engagement de Microfinanza Rating dans la région est le positionnement acquis sur le marché en pleine expansion de la microfinance togolaise. Depuis quelques années, Microfinanza Rating a commencé à travailler dans le pays et, tout en affinant la connaissance du secteur local, elle a différencié son offre de produits selon les caractéristiques et les exigences de ses clients.

Ainsi, la collaboration avec l'ONG WAGES, deuxième IMF du Pays, a débuté en 2004 par la réalisation d'un rating public et s'est renouvelée au début de 2007 par l'achèvement d'un test d'évaluation de la performance sociale. Cette collaboration est destinée à se poursuivre par une mise à jour du rating public confirmant l'engagement de l'agence dans un exercice qui entre autre renforce la transparence de l'information vers les acteurs externes et le reste du secteur, et qui doit être inséré dans un processus continu.

Par contre, on constate que l'intérêt pour le rating social se manifeste dans l'utilisation de cet instrument en tant qu'outil valide et efficace de gestion interne et qui, d'autre part, donne aux acteurs externes l'opportunité de surveiller les efforts de leurs partenaires dans le domaine social et d'allouer les ressources disponibles selon leurs objectifs sociaux. L'évaluation réalisée dans ce cas (rating social avec enquête sur le terrain) a comporté, à côté de l'étude des données disponibles au sein de l'IMF, une analyse de données collectées directement au niveau des clients, au moyen de différentes techniques de recherche (enquête, interviews individuelles et focus groupes). Les valeurs et la conduite sociale de l'institution sont mesurées en terme de mission sociale, stratégies et procédures mises en place pour sa réalisation et également en terme des caractéristiques de la cible atteinte, la qualité des services offerts et la responsabilité sociale manifestée envers le personnel et la communauté.

La collaboration avec d'autres institutions au Togo se situe dans le cadre de la différenciation de l'offre et de l'introduction de services qui incluent une composante de diagnostic opérationnel destiné davantage à un usage interne de la part des IMF.

Ce type de produit vise à répondre aux spécificités des institutions de plus petite taille en vue de favoriser leur appropriation des standards de performance et aider le management à renforcer la capacité opérationnelle et améliorer les politiques et procédures à des fins de consolidation institutionnelle.

## Conclusion : la Notation comme processus

Ce que nous retenons de notre expérience développée jusqu'ici au sein du marché de notation, en Afrique comme ailleurs, et sur quoi il nous faut baser notre réflexion sur son évolution future, c'est que la notation ne peut pas se limiter seulement à un produit (le rapport) isolé et fini. Microfinanza Rating considère que la notation doit constituer un processus : il s'agit d'entamer un chemin vers la transparence et la qualité des services. La notation en tant que produit semble aujourd'hui s'adresser principalement aux investisseurs mais en tant que processus elle concerne tous les acteurs publics et privés (IMF, bailleurs de fond, réseaux, régulateurs, etc.).

Pour conclure, les principaux effets attendus de cette approche progressive vers la transparence sont les suivants :

- Stimuler la conception de nouveaux produits de notation.
- Etablir une meilleure collaboration et un cadre de discussion entre les agences de notation, les investisseurs et les bailleurs de fonds pour améliorer et systématiser les produits de notation.
- Harmoniser les stratégies d'entrée et de sortie des bailleurs de fonds et des investisseurs commerciaux à travers l'adoption de produits caractérisés par une évolution temporelle. Cela signifie que l'utilisation systématique de produits diversifiés, permettant de suivre l'évolution des IMF, entend faciliter l'intervention séquentielle de différents acteurs externes (bailleurs de fonds, investisseurs, etc.), selon les caractéristiques et le niveau de développement des institutions.
- Elargir le marché des IMF qui entament un processus de notation, où le rating en soi-même n'est que l'étape finale d'un parcours plus long d'accompagnement vers la transparence.

## Nouvelles du Rating Fund ([www.ratingfund.org](http://www.ratingfund.org))

### Réalisations

- Total des ratings cofinancés en Afrique depuis 2001 : 95 au niveau de 20 pays
- Total des ratings cofinancés en Afrique en 2006 : 21 dont 15 nouvelles IMF et 6 mises à jour

### Comparaison avec les autres continents :

- Total des ratings cofinancés en Asie en 2006: 18
- Total des ratings cofinancés en Amérique Latine en 2006 : 75

Comme vous le savez peut-être, le Rating Fund devrait cesser ses activités d'ici fin décembre 2007. Pour cette raison, il est demandé aux IMF qui désirent encore le solliciter cette année d'introduire rapidement leur demande.

### Projets d'étude & Conférences

Le Rating Fund est aussi en train d'actualiser l'étude globale sur le développement du marché de la notation au niveau mondial. Dans cette optique les chiffres de 2005 reprenant le nombre d'exercice de notation effectués par pays et par agence de notation seront actualisés à la fin décembre 2006. Cette étude présentera également une analyse globale des tendances en terme de services d'évaluation réalisés au niveau mondial, y compris un découpage par région depuis l'origine du Fonds de notation en 2001 et jusqu'à fin 2007. Une 2ème étude, qui sera également publiée en 2007, se penchera plus sur l'impact de ces évaluations de performance en ce qui concerne l'accès des IMF à des ressources financières.

Enfin nous vous informons que le Rating Fund organise en Ouganda et en marge de la 3ème Conférence Africaine sur la microfinance qui se déroulera du 20 au 23 août une réunion spécifique sur le rating en Afrique. Les agences de notation, les bailleurs de fonds, les autorités de surveillance et de régulation du secteur en Afrique ainsi que les IMF sont invités à participer à cette conférence qui se penchera sur les défis et l'avenir du marché des évaluations et notations en microfinance en Afrique en relation avec les autres initiatives visant à améliorer la transparence du secteur. Le Forum Africain pour l'évaluation des performances des IMF africaines est invité à participer à cette conférence.

Pour plus d'informations, n'hésitez pas à contacter le Fonds à l'adresse [contact@ratingfund.org](mailto:contact@ratingfund.org)

## Nouvelles du Forum

### Travaux sur le coût de l'épargne

Fin de l'expérimentation menée à la caisse de Banfora du RCPB – Burkina Faso. La caisse de Banfora est une caisse manuelle, non informatisée (à la différence de l'expérimentation menée au niveau du PAMECAS – Sénégal).

#### Méthode utilisée :

- Utilisation d'un questionnaire adressé aux employés permettant d'apprécier le « staff time » ou le temps consacré par activité ;
- Affectation ensuite des coûts par activité suite à la détermination des déterminants par activité

#### Résultats obtenus :

Charges totales	49.793.062 FCFA	75.904 €
Charges reliées à l'épargne	23.790.720 FCFA	36.266 € (soit 47,77 % du total)
Coût annuel par compte	3.251 FCFA	4,95 €
Coût par transaction	311 FCFA	0,47 €
Nombre de comptes	7.319	
Nombre de transactions en 2005	76.406	

### Prochaine Réunion du Forum

Prévue à Mombassa – Kenya, 2,5 jours entre le 21 et le 25 mai 2007

Renseignements auprès de la coordination du Forum [luc.ada@microfinance.lu](mailto:luc.ada@microfinance.lu)